

## **Contribution thématique de Socialécologie :** **L'écologie, un projet de société**

*Le socialisme doit redéfinir son idéal en abordant ce qui fonde le sens et la qualité de la vie. Face à une croissance socialement et écologiquement insoutenable, il doit recentrer les politiques économiques et sociales sur des objectifs qualitatifs, et apporter des réponses différenciées à des besoins différenciés, permettant à chacun de maîtriser sa trajectoire personnelle.*

*Nous proposons des instruments économiques permettant d'orienter la production de richesses en fonction de préférences collectives. Nous défendons également une vision renouvelée des territoires et des équilibres mondiaux.*

*Le socialisme doit conserver une ambition de transformation radicale de la société, accompagnée d'une réflexion lucide sur les contraintes de l'exercice du pouvoir.*

*Créée par des militants socialistes de sensibilités différentes, Socialécologie souhaite devenir une source d'inspiration et de rénovation pour la gauche. L'écologie et son regard sur la société de consommation peuvent donner un souffle nouveau aux valeurs socialistes.*

**Ce texte est le résumé de notre contribution  
générale, que vous trouverez sur  
[www.socialecologie.fr](http://www.socialecologie.fr)**

### **La gauche peut réenchanter la politique**

Notre société vacille sur ses deux piliers : le travail et la consommation. Le chômage, la précarité et le déséquilibre entre la rémunération du travail et celle du capital font trembler le premier. La dégradation de l'environnement, le malaise du pouvoir d'achat et la marchandisation de l'individu menacent le second. Devant ces difficultés, l'impuissance à laquelle semble vouée les gouvernements qui se succèdent rencontre le désenchantement des Français face à la politique. Cette crise touche l'ensemble de l'échiquier politique, mais particulièrement la gauche, après trois défaites successives à l'élection présidentielle.

Afin de susciter une véritable adhésion à son projet, et ne pas se contenter de remporter les élections locales sur fond d'impopularité de la droite, la gauche doit cesser d'apparaître comme le camp de la conservation, destiné à amortir par transition les coups d'un capitalisme dérégulé.

En s'inscrivant dans le discours dominant d'une mondialisation où prévaut la libre concurrence et la compétition, la droite paraît en effet à certains plus pragmatique et

plus moderne. Elle profite aussi du désordre social engendré par le modèle de société qu'elle promeut : plus les inégalités et l'individualisme délitent le corps social, et plus les citoyens sont tentés de faire appel à la droite pour restaurer l'ordre Républicain.

La gauche doit donc convaincre de sa capacité à transformer la société en clarifiant son rapport à la mondialisation.

## **Le socialisme doit redéfinir son idéal**

S'il n'est plus la collectivisation des moyens de production contre l'exploitation des travailleurs, qu'est-ce que le socialisme ? L'introduction par l'Etat de protections pour compenser la subordination du salarié à son employeur ? Une redistribution fiscale visant l'égalité des revenus et l'éradication de la pauvreté ? Ces objectifs restent au cœur de notre projet. Mais nous ne pouvons nous contenter d'œuvrer pour un rapprochement des modes de vie sans se demander si ces derniers évoluent ou non dans un sens plus épanouissant pour les individus.

Un projet politique se doit d'aborder ce qui fonde le sens de la vie, l'estime de soi à travers les liens qu'on tisse avec les autres, la recherche du bonheur. Il doit en particulier s'interroger sur les modèles dominants que véhicule la société, et qui entretiennent aujourd'hui frustrations et culpabilité. Nous sommes abreuvés d'exemples de réussite complètement déconnectés des possibilités réelles offertes au plus grand nombre. L'individualisme régnant valorise le culte de la performance et de la compétition. Il se nourrit de la société de consommation, qui tend à réduire l'homme à ses dimensions de « travailleur consommateur ».

## **La gauche est mieux armée que la droite dans le combat écologiste**

La société de consommation est bousculée par la pressante nécessité de modifier nos modes de vie. Notre modèle de développement est une impasse : il n'est extensible ni dans le temps ni aux autres pays de la planète.

La pression démographique, couplée au mode de développement des pays occidentaux et à la croissance de pays comme l'Inde et la Chine, entraîne des déséquilibres majeurs : raréfaction de l'eau douce, maladies infectieuses, déforestation, épuisement des ressources, pollution, atteintes à la biodiversité, manque d'espace, crise alimentaire... Les chocs énergétique et climatique combineront leurs effets avec celui de la dégradation des écosystèmes.

Parce que sa vision est systémique, parce qu'elle soutient un partage des richesses plus équitable et une forte régulation des mécanismes de marché, la gauche reste idéologiquement mieux armée que la droite dans le combat écologiste. Pour cela, le PS doit prendre des engagements clairs et chiffrés pour faire de la transition énergétique une priorité.

---

## QUELLES SONT LES ORIENTATIONS DE SOCIALECOLOGIE ?

### Reconsidérer la notion de richesses

Le projet socialiste ne peut se résumer à la redistribution équitable des richesses, sans s'interroger tout autant sur la nature des richesses à créer. Non seulement parce qu'il nous faut répondre aux défis écologiques, mais aussi parce que nous devons reconsidérer les notions de progrès et de richesses.

La croissance économique est en effet de moins en moins corrélée à l'augmentation du bien-être et de la qualité de vie des citoyens. En particulier parce qu'elle s'accompagne d'une hausse des inégalités et de la pauvreté, d'un prix plus élevé de certains biens essentiels (alimentation, logement), et d'une pression excessive à consommer. La croissance actuelle appelle des revenus de compensation, crée sans cesse de nouveaux besoins et nous rend prisonniers du triptyque : travailler plus pour gagner plus et consommer plus.

Nous refusons de nous inscrire dans le débat croissance contre décroissance ; nous estimons que les politiques économiques doivent être recentrées sur des objectifs qualitatifs.

Nous proposons la création d'un **outil mixte d'investissement**, afin d'encourager le financement d'activités économiques jugées prioritaires au regard de nos préférences collectives. Cet outil mixte est composé d'une agence publique, qui applique des choix de planification opérés par l'Etat, et des banques, qui apportent la plus grande partie des fonds, entraînées par l'impulsion donnée par la collectivité.

Nous proposons également la mise en place d'une **taxe globale de compensation des coûts sociaux et environnementaux**, visant leur l'intégration dans le prix des produits. Pour sa composante carbone, elle sera accompagnée d'aides financières au bénéfice des personnes aux revenus modestes et dépendantes de l'usage de l'automobile. Le produit de la taxe permettra de financer ces aides, de même qu'il permettra d'accroître les investissements dans les alternatives aux énergies fossiles.

### Maîtriser davantage les trajectoires et les temps de sa vie

Le pouvoir d'achat n'est pas une fin en soi, mais comme un moyen parmi d'autres d'améliorer le bien-être. Celui-ci correspond à la capacité des individus à suivre le mode de vie qu'ils peuvent (raisonnablement) souhaiter, sans gaspillage des ressources. Il appelle des réponses politiques différenciées à des besoins différenciés, afin de permettre à chacun de maîtriser davantage sa trajectoire personnelle et les différents temps de sa vie (temps libre, retraite...).

Pour certains citoyens, l'amélioration du bien-être ne passe pas directement par une augmentation de revenu. En revanche, face au phénomène de pauvreté qui interdit à des millions de personnes l'accès à un confort minimal de vie, nous proposons une

refonte des prestations sociales, permettant la création d'un **revenu minimum garanti**, dont le montant varie en fonction de la situation des actifs du foyer, et selon le temps de travail. Il est couplé à un contrat d'insertion individualisé pour les demandeurs d'emploi. Enfin, un accès élargi à certains services de proximité, ainsi qu'aux activités culturelles et de loisirs via des dispositifs particuliers et à la possibilité de s'investir dans la vie collective, permettraient l'épanouissement de tous.

La maîtrise de la construction de son parcours professionnel par le salarié est également un important facteur d'autonomie. Ajoutée à d'autres objectifs (lutte contre le chômage à travers une meilleure adéquation entre les emplois et les qualifications, croissance ou décroissance de certains secteurs économiques en fonction de leur impact environnemental...), elle plaide pour une **mobilité professionnelle adaptée**. Celle-ci doit notamment comprendre l'élargissement du droit individuel à la formation à travers un fonds mutualisé unique.

Mieux gérer sa vie professionnelle, c'est également pouvoir préparer sereinement sa retraite. Concernant les plus de 50 ans, un aménagement horaire progressif spécifique à leur situation est souhaitable, en fonction de leurs besoins particuliers et de leur secteur d'activité, permettant en parallèle une entrée progressive des jeunes dans la vie active. Le système actuel étant d'une grande opacité, et résultant de l'empilement des régimes, il est également nécessaire de l'unifier. Pour renforcer le système par répartition, nous proposons que **chaque année travaillée compte dans le calcul de la retraite**, avec une prise en considération importante de la **pénibilité**.

## **Gouverner les territoires**

Un modèle économique durable doit se décliner à chaque échelle de territoire, du local au global. Si le principe est évident, les outils manquent encore pour s'assurer de cette cohérence des politiques publiques.

L'Union européenne **doit décloisonner les questions commerciales, environnementales et sociales et les intégrer aux accords commerciaux bilatéraux**. Sans position de principe sur le degré d'ouverture des frontières, celui-ci découlera des négociations où s'exprimeront nos préférences collectives en matière sociale et environnementale.

Pour se préserver du dumping environnemental, nous soutenons la création d'une **taxe d'ajustement aux frontières** frappant les produits importés ne respectant pas des critères environnementaux (émissions de CO2 notamment). Le produit de cette taxe sera affecté à un fonds de développement pour les pays pauvres, notamment pour l'adaptation au changement climatique et la sécurité alimentaire.

Ce fonds sera également abondé par un prélèvement sur les produits agricoles à la frontière des pays pauvres, en cohérence avec la souveraineté alimentaire. Il permettra le financement d'un système de prix garantis pour les producteurs agricoles, qui s'activera en cas de déséquilibre sur les marchés. Dans l'objectif de faire face à la crise alimentaire, il financera également le développement à grande échelle des techniques d'agro-écologie.

Il est nécessaire que les pays à forte croissance tels que la Chine recentrent leur développement sur celui de leur marché intérieur plutôt que sur leurs exportations. Non seulement pour des raisons sociales évidentes mais aussi dans une perspective de rapprochement des lieux de production et de consommation qui obéit à des critères écologiques.

L'exigence de solidarité territoriale s'applique aussi à l'échelle de la France. **Sa politique de développement doit être centrée sur les territoires défavorisés.** Cela passe notamment par un objectif ambitieux de réduction des inégalités de ressources entre communes par une répartition plus juste des dotations de l'Etat.

En matière d'aménagement du territoire, l'avenir est à la ville compacte et polycentrique, qui consomme moins d'énergie et d'espaces naturels. Les documents d'urbanisme doivent favoriser la **mixité spatiale entre les activités économiques et résidentielles**, afin de limiter les besoins en déplacements.

## De l'idéal au réel

Le socialisme dans un seul pays n'étant pas envisageable, les dimensions européenne et mondiale doivent être au cœur de notre engagement. Retrouver la dimension internationaliste du socialisme, c'est conserver une ambition de transformation radicale de la société. Celle-ci s'accompagne nécessairement d'une réflexion lucide sur les contraintes de l'exercice du pouvoir. C'est pourquoi nous avons proposé des mesures en identifiant des sources de financement.

Plus généralement, quelles sont les marges de manœuvre dont nous disposons ?

Les politiques sociales seront plus efficaces si elles sont, comme nous le proposons, plus lisibles et tournées directement vers l'amélioration de la qualité de vie des personnes prioritaires.

Une autre politique fiscale peut également permettre de retrouver d'importantes marges de manœuvre budgétaires. Il faudra pour cela revenir sur les cadeaux fiscaux accordés par la droite depuis 2002. La justice fiscale doit passer par **un impôt sur le revenu plus progressif**, des revenus de l'épargne davantage imposés et une fiscalité locale assise sur l'intégralité des revenus. Mais la fiscalité n'est pas un jeu à somme nulle qui se contenterait de transférer des richesses d'un groupe social vers un autre. Il s'agit aussi d'un instrument essentiel pour créer de la richesse en orientant les comportements dans le sens de l'intérêt général.

Nous souhaitons la mise en œuvre d'une fiscalité beaucoup plus incitative qui favorise les entreprises **encourageant la participation des salariés** à leur gouvernance, la **redistribution de leurs profits** auprès de leurs employés et le **réinvestissement** de ces profits dans l'outil de production et la recherche-développement.

La fiscalité n'est pas l'unique moyen dont dispose la collectivité pour orienter les comportements des acteurs économiques. Nous devons utiliser tous les leviers d'action dont nous disposons pour orienter les comportements sociaux et

environnementaux des entreprises : réglementation, quotas, marchés de permis d'émission, information du consommateur et de l'investisseur, contractualisation avec certaines professions (agriculteurs, pêcheurs).

## **L'écologie, un projet de société**

Les valeurs de l'écologie permettront à la gauche de se distinguer plus nettement de la droite aux yeux des citoyens. Parce qu'elle voudra donner un sens à la production de richesses, améliorer la qualité de la vie et des relations sociales des habitants, sortir de la civilisation du « toujours plus » et du culte de la compétition. En passant d'une économie des profits à une économie des besoins, elle réalisera l'un des objectifs essentiels du développement durable : abandonner le superflu pour sauvegarder l'essentiel.

### **Liste des premiers signataires (liste complète sur [www.socialecologie.fr](http://www.socialecologie.fr)) :**

Sophie Banasiak, 75, Science Po  
Geneviève Bellenger, 75, 14ème Petit-Montrouge  
Vincent Contursi, 75, 20ème  
François Devaux, 75, 20ème  
Camille Dombret, 75, 20ème  
Sophie Donzel, 92, Nanterre, Adjointe au Maire  
Christelle Ferrier, 93, Clichy-sous-Bois  
Marie Fleisch, 75, 20ème  
Alain Fontaine, 77, Noisiel  
Vincent Israël, 91, Chilly Mazarin  
Frédéric Lababsa, 75, 20ème, CA  
Marcel Lahore, 77, Vaires  
Loïk Le Borgne, 75, 20ème, CA  
Emmanuelle Neyroumande, 77, Meaux  
Juliette Parrochia, 38, Grenoble-Ouest  
Lionel Pretto, 69, Oullins  
Christine Revault d'Allonnes, membre du C.N., 94, Villejuif, Conseillère régionale  
Serge-Toni Richard, 75, 20ème  
Barbara Romagnan, membre du C.N., 25, Besançon, Conseillère générale  
Emmanuel Rozenblum, 75, 14ème Petit-Montrouge  
Jean-Marc Salpêtrier, 75, 14ème Petit-Montrouge  
Jean-Pierre Théret, 92, Nanterre  
Loreto Vargas, 75, 7ème Gilles Martinet, CA  
Magali Vuillaume, 75, 12ème